

Somalie : Les pays pourvoyeurs de l'AMISOM contre la réduction des troupes

PANA, 04 mars 2018 Kampala, Ouganda – Les pays pourvoyeurs de troupes de la Mission de l'Union africaine en Somalie, (African Union Mission in Somalia, AMISOM) et le gouvernement fédéral de la Somalie veulent l'arrêt des opérations de retrait des troupes qui a débuté en décembre 2017. [Photo : Des soldats burundais de l'AMISOM.]

Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion tenue à Kampala, en Ouganda, les chefs d'Etat et représentants des pays pourvoyeurs de troupes, (Troop Contributing Countries, TCCs) et le gouvernement somalien ont exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à revoir la résolution relative au retrait des troupes de l'AMISOM, de restaurer la totalité des effectifs et de surseoir toute éventuelle réduction pour permettre la reprise du territoire encore sous le contrôle d'Al-Shabaab et d'autres groupes terroristes. Un communiqué publié, dimanche, par l'AMISOM indique que la résolution a été prise, vendredi, à l'issue de la réunion convoquée par le président ougandais, Yoweri Museveni en présence de son homologue somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed Farmaajo, du premier vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo et de la ministre kenyane de la Défense, Raychelle Omamo. Ont, également, pris part à cette réunion, le ministre djiboutien de la Défense nationale, Ali Hassan Bahdon, l'ambassadeur de l'Ethiopie en Ouganda, Tolesa Shagi Moti, du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat et du secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, (Intergovernmental Authority for Development, IGAD), Mahboub Maalim. Le sommet a mandaté le président Museveni à communiquer la résolution aux Nations Unies et à l'actuel président de l'Union africaine, le président Paul Kagame du Rwanda. Les leaders ont noté que la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies relative à l'achèvement et aux effectifs militaires ne sont pas réalistes et va faire perdre beaucoup d'acquis obtenus par l'AMISOM au fil des ans pour vaincre le groupe terroriste, Al-Shabaab. Le sommet a, également, souligné que le retrait sapait la capacité de l'AMISOM à s'acquitter de son mandat, la faible capacité de l'armée nationale somalienne et l'importance d'accroître la formation des forces nationales somaliennes de sécurité. Le président Museveni a indiqué que le communiqué du sommet est le fruit d'une décision commune et résulte des discussions confidentielles tenues par les cinq pays pourvoyeurs de forces de l'AMISOM, de la Somalie et de ses partenaires. «Ceux-ci sont les amis de l'Afrique, dont plusieurs ne sont pas africains, mais appuient depuis très longtemps l'Afrique. Il s'agit (d'officiels représentant les partenaires au développement) du continent américain, de l'Europe et de l'Asie. Ils ont depuis le début contribué financièrement en faveur de l'opération en Somalie. Ils ont formé nos troupes», a expliqué le président Museveni. Le président de la CUA a fait part de la nécessité d'efforts soutenus pour améliorer la sécurité grâce à des opérations militaires soutenues, à des efforts de stabilisation déployés à travers le pays et pour assurer la présence de l'AMISOM en Somalie. «Un retrait prématuré signifie compromettre les acquis obtenus durant cette dernière décennie au prix d'énormes sacrifices en termes de soldats tués et de coût financier. Un élément essentiel sera le financement prévisible pour l'AMISOM qui permettra aux forces de sécurité nationale somaliennes de prendre le relais pour ce qui est de leur responsabilité principale en matière de sécurité des mains de l'AMISOM», a souligné M. Mahamat. Le président de la Commission de l'Union africaine a confirmé qu'une mission conjointe d'envoyés spéciaux de haut niveau de l'UA et de l'ONU sur les consultations prévisibles a été mise sur pied pour mener cette tâche. «Les envoyés spéciaux ont leurs consultations conjointes avec les pays partenaires, les pays pourvoyeurs de troupes de l'AMISOM, entre autres parties prenantes-clés dans le but de concilier leurs différentes perspectives et proposer une solution pragmatique et politiquement acceptable. Les conclusions de ces consultations seront soumises aux organes pertinents de l'Union africaine et des Nations unies», a souligné M. Mahamat. Dans son discours, le président Farmaajo a indiqué que la collaboration conjointe entre l'AMISOM et l'armée nationale de la Somalie pendant plus d'une décennie dans le combat contre Al-Shabaab, a connu des victoires qui ont délogé le groupe des zones autrefois sous son contrôle. «Je crois qu'il nous reste beaucoup à faire. Nous devons mettre en place une stratégie efficace pour combattre efficacement et vaincre Al-Shabaab. Je crois qu'il est affaibli. Je crois que si nous continuons à collaborer avec l'aide de l'Union européenne (EU) et que la communauté internationale continue de financer cette opération, nous serons en mesure de vaincre Al-Shabaab dans un laps de temps», a ajouté le président Farmaajo. Les leaders ont, également, eu des discussions avec les représentants de partenaires internationaux venus de l'Algérie, de la Chine, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Qatar, de la Russie, de l'Arabie saoudite, de la Corée du Sud, de la Suède, de la Turquie, des Émirats arabes unis, du Royaume-uni, des États-Unis d'Amérique, des Nations-Unies et de l'Union européenne. Au cours des consultations, les partenaires internationaux ont pris des engagements et offert leur soutien à l'AMISOM et au gouvernement fédéral de la Somalie dans leurs efforts de stabilisation. Le sommet des chefs d'État et du gouvernement des pays pourvoyeurs de troupes de l'AMISOM s'est tenu dans le sillage de la résolution 2372 (de 2017) du Conseil de sécurité de l'ONU appelant au retrait graduel et à la remise des responsabilités en matière de sécurité des forces nationales somaliennes de sécurité.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});